



VISITE DU DAP SUR AIX LUYNES

QLCO, CNE, effectifs : la CGT PACA CORSE REFUSE LE FLOU

MARSEILLE LE 17 OCTOBRE 2025

Le DAP s'est déplacé sur Aix ce vendredi 17 octobre 2025 pour une réunion avec les OS. La CGT pénitentiaire PACA a fait entendre la voix du terrain, avec des questions précises, concrètes

. Entre la diffusion ministérielle et la visite sur le terrain, le délai fut pour le moins court. Nous avons bien entendu de longs discours, mais nos interrogations, elles, méritaient des réponses précises – que nous n'avons pas obtenues.

Désolé si la CGT PACA Corse, depuis plus de 32 ans, anticipe sur le terrain. Désolé si notre organisation, multi catégorielle, ancrée dans le réel, bouscule parfois les certitudes et les égos. Désolé enfin d'être ce syndicat qui prend en charge tous les personnels, sur tous les champs : sécuritaire, indemnitaire, social, humain.

Après avoir rencontré les équipes du CNE, dont les locaux seront occupés par le futur QLCO, le DAP s'est engagé à maintenir le CNE sur Aix. Des propositions de relocalisation dans d'autres locaux du CP de Luynes sont encore à l'étude. Nous resterons vigilants à ce que cet engagement se concrétise pleinement, dans le respect des missions et des agents concernés.

Nous avons rappelé nos attentes concrètes : L'élaboration d'un protocole national de protection et de reconnaissance du personnel, la mise en place d'un suivi psychologique obligatoire pour les agents exposés, un engagement écrit sur la concertation systématique avant tout aménagement du dispositif, et une clause de revoyure annuelle sur l'impact RH, sécuritaire et social du dispositif.

Nous avons également posé des questions précises, toujours sans réponse : quels effectifs supplémentaires seront affectés à Aix-Luynes pour le fonctionnement du QLCO ? Quelles formations spécifiques sont prévues avant l'ouverture, notamment sur les techniques d'intervention, la gestion des détenus à haut risque et le soutien psychologique ? L'anonymat d'office des personnels sera-t-il accompagné de protections juridiques concrètes et d'un accompagnement psychologique permanent ? Quelles compensations financières ou indemnitaires pour les agents affectés à ces régimes d'exception ? Comment seront gérées les carrières et mobilités des agents exerçant en QLCO, pour éviter qu'ils soient "assignés à vie" à un régime spécial ?

Nous avons aussi interrogé la DAP sur les conditions de travail : comment garantir la sécurité physique et mentale des personnels dans un environnement à haut stress ? Quelle rotation des équipes pour éviter l'usure et le surmenage ? Les locaux, matériels et équipements de protection seront-ils à la hauteur du niveau de risque ? Quelle articulation entre SPIP, direction, surveillants et renseignement pénitentiaire pour éviter les tensions internes ?

Car oui, le tout sécuritaire ne suffit pas. Sans moyens, sans écoute, sans reconnaissance, il n'y a ni efficacité ni cohésion. Diriger par tweet n'a jamais remplacé le dialogue de terrain.

Nous continuerons à porter la voix des personnels, à exiger des réponses claires, à défendre un service public pénitentiaire juste, humain et cohérent.

« Dans tout échange, la co-dépendance n'est pas une faiblesse : c'est la reconnaissance que sans l'autre, rien ne se construit durablement. »

Le bureau Régional PACA CORSE